

La Ligue des droits de l'homme embarrasse les grands partis

Elle avait dénoncé la contamination des idées du Vlaams Blok.

La pilule passe mal dans les états-majors des partis. C'est peu de dire que l'analyse faite dans "La Libre" de jeudi par Alexis Deswaef, président de la Ligue des droits de l'homme, n'a pas plu. Selon lui, le "programme en 70 points" sur l'immigration porté en 1992 par le Vlaams Blok (devenu Vlaams Belang) a franchi le cordon sanitaire. Ce programme, dit-il, largement jugé imbuvable à l'époque, a en partie été mis en œuvre par les formations traditionnelles qui ont occupé le pouvoir ces vingt dernières années.

Il cite notamment la création d'un secrétariat d'Etat à l'Immigration, l'extension des centres fermés pour étrangers en séjour illégal, les expulsions collectives, le durcissement de l'accès à la nationalité, etc.

"Il est totalement faux de prétendre que les différents partis au pouvoir depuis vingt ans auraient repris à leur compte les idées du Belang. C'est non seulement mensonger, mais également insultant pour le MR, parti qui s'implique depuis longtemps dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme", s'offusquent-ils à la Toison d'Or.

"A titre de comparaison, le Canada pratique une immigration très sélective, surtout basée sur des critères économiques. Cela

fait-il donc du Canada un Etat fasciste?", se demandent les libéraux... "Notre politique de migration se veut humaine. La Belgique répond à ses obligations internationales et morales, ce qui n'empêche pas une certaine fermeté face aux abus."

"La Ligue a mille fois raison d'alerter sur certaines dérives et tendances inquiétantes", réagit plus sobrement le PS. "Mais il est dommage qu'elle n'ait pas évoqué de nombreux combats et conquêtes de ces mêmes vingt dernières années, portés notamment par le PS: droit de vote des étrangers, loi antidiscrimination, arrêt de l'enfermement des enfants, campagnes de régularisation en 1999 et 2009, etc."

Les autres points du programme

Au CDH, on défend le travail qu'avait effectué Melchior Wathelet, ancien secrétaire d'Etat à l'Immigration, pointé par M. Deswaef. "La politique d'immigration menée par Melchior Wathelet lorsqu'il en avait la responsabilité a été menée avec l'humanisme indispensable, la fermeté nécessaire et dans le strict respect des traités européens", indique-t-on à la rue des Deux Eglises. "La comparaison effectuée par la Ligue des droits de l'homme est partielle et demande une analyse plus en profondeur au regard notamment de l'ensemble des 70 points compris dans le programme du Vlaams Blok."

Exemples choisis à cet égard: interdiction du droit d'expression des immigrés, interdiction pour eux d'acheter une

maison, expulsion des logements sociaux... "On est quand même à des années-lumière de ce qui a été fait", souffle-t-on dans une autre formation.

"Le CDH s'est toujours battu avec force pour défendre les droits et les devoirs de l'homme. C'est au cœur de son projet politique", concluent, pour leur part, les humanistes.

Ecolo dénonce aussi

Seule voix discordante, celle des écologistes, au pouvoir au fédéral de 1999 à 2003. "Sur le fond, Ecolo ne peut que partager la plupart des critiques portées par la Ligue des droits de l'homme contre des politiques qui portent atteinte à la dignité humaine. Nous pensons notamment à l'enfermement des enfants dans des centres fermés ou au retour de demandeurs d'asile dans des pays où ils risquent leur vie pour des raisons de santé ou de sécurité... Ces combats, nous les portons au Parlement."

"Pour le reste, nous sommes interpellés par la dureté du constat global de la Ligue. Nous prendrons prochainement des contacts avec elle pour en discuter", assure-t-on encore chez les verts. Mais, "au sein des gouvernements auxquels il a participé, Ecolo a notamment contribué à une plus grande justice sociale et équité entre les citoyens, que ce soit à travers des régularisations de sans-papiers, les avancées du débat sur le droit de vote des étrangers aux élections, la création et la rénovation de logements publics..."

A.C.